

Les pouvoirs publics se penchent sur la cas Daewoo

by La Tribune - lundi, janvier 14, 2002

<https://www.correspondances.fr/les-pouvoirs-publics-se-penchent-sur-la-cas-daewoo/>

Le conseil régional de Lorraine cofinancera un audit sur la situation des trois sites régionaux du groupe coréen. Les syndicats manifestent la plus vive inquiétude quant à l'avenir à court terme de l'usine de tubes cathodique Daewoo-Orion qui emploie 543 salariés à Mont-Saint-Martin (Meurthe-et-Moselle).

Daewoo-Orion, qui a accumulé des dettes d'un montant global de 141,32 millions d'euros, risque d'entraîner dans sa chute les deux autres usines du groupe : celle de téléviseurs de Fameck (Moselle) et le site de production de fours à micro-ondes de Villers-la-Montagne (Meurthe-et-Moselle).

Le président du conseil régional admet néanmoins que les trois mois à venir, coïncidant avec la période préélectorale, risquent de s'avérer très difficiles pour les trois sites. A Mont-Saint-Martin, les syndicats s'abstiennent de tout débrayage pour ne pas aggraver la situation. Une amorce de dialogue social pourrait se rétablir au courant de la semaine car H.C. Moon, directeur démissionnaire voici trois semaines, est resté sur place. La direction coréenne du groupe ne lui ayant pas désigné de successeur, le numéro 2 mondial de Daewoo pourrait rester en poste à Mont-Saint-Martin.

« **Sous perfusion.** »

Le redressement de l'usine relève pourtant de la gageure. Seule l'implantation de deux lignes de production supplémentaires, prévue dès l'inauguration du site en 1996, aurait pu en assurer la rentabilité. Mais ce programme de 115 millions d'euros, qui aurait pu générer 650 emplois, relève aujourd'hui de la chimère.